

L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 5'500  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 729.006  
N° d'abonnement: 729006  
Page: 2  
Surface: 35'019 mm²

# L'exclusion de certaines nations

**LUTTE ANTITABAC.** Le sommet de l'OMS en Inde n'accueillera pas les pays qui ont un monopole même partiel dans cette industrie.



DU CÔTÉ DES ORGANISATEURS, CETTE EXCLUSION EST LÉGITIME. LES REPRÉSENTANTS DE CES PAYS ONT «CONTRARIÉ LES INTÉRÊTS DE SANTÉ PUBLIQUE EN JEU DANS LES DISCUSSIONS PRÉCÉDENTES», SELON DES SOURCES INTERNES.

YAËL OSSOWSKI

Dans quelques mois, l'Inde accueillera à New Delhi les plus importantes administrations de santé mondiale pour réfléchir à de nouvelles réglementations sur le tabac. Ces nouvelles directives impacteront chaque pays du monde; pourtant, plusieurs douzaines d'États ne pourront pas participer au débat de novembre 2016, selon des sources internes.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est l'agence chargée de la santé publique pour l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle se réunit bi-annuellement dans la perspective de sa Convention-cadre pour la lutte antitabac. Ces réunions fonctionnent de manière parlementaire et ont pour but le contrôle de la production ainsi que de la consommation de tabac. Plus de 180 pays seront représentés lors de la septième édition de la conférence des partis (ou COP 7) de New Delhi, du 7 au 12 novembre.

Dans les documents publiés par la Convention-cadre, l'OMS demande «l'exclusion des représentants des États disposant d'un monopole, même partiel, dans quelconque industrie du tabac». En outre, la Convention-cadre espère pouvoir bannir les «représentants et élus officiels des branches exécutives, législatives et judiciaires des gouvernements concernés» d'assister à la conférence. Cet effort destiné à exclure les délégués ayant quelconques relations avec l'industrie du tabac écarterait certains ministres des finances

et des représentants dans les domaines de la santé publique et du développement économique.

En outre, les gouvernements sont responsables de plus de 40% de la production mondiale de tabac. Plusieurs pays subventionnent des centres de recherche et promeuvent des agences de promotion pour densifier les exports. Par exemple, la Chine, Cuba, l'Égypte, la Bulgarie, la Thaïlande, et même l'Inde, le pays hôte des réunions sur la Convention-cadre de novembre, seront dans l'impossibilité d'avoir le droit à une représentation lors de cette conférence. Du côté des organisateurs de la COP 7, cette exclusion des acteurs ayant des relations avec les cigarettiers est légitime. Les représentants de ces pays ont «contrarié les intérêts de santé publique en jeu dans les discussions précédentes», selon des sources internes.

Boycotter des participants et des représentants de la conférence n'est pas un phénomène nouveau pour la Convention-cadre. Pis, la convention a un mandat de longue date pour empêcher les personnes travaillant dans cette industrie d'y participer ou d'être représentées. Par exemple, certains agriculteurs indiens travaillant pour l'industrie du tabac lamentent ces politiques strictes, et ont l'impression qu'une fois de plus, ce sont les pauvres qui souffrent.

«Plutôt que d'adresser ce problème de justice sociale, les oligarques de l'OMS se réuniront en Inde lors de la septième

conférence des partis (COP 7) dans le cadre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac de novembre 2016», indique B.V. Javare Gowda, président de l'association des agriculteurs de la fédération indienne, lors d'une discussion publique avec des parlementaires indiens qui a eu lieu récemment à New Delhi.

«Cette conférence va détériorer le statut déjà précaire des ouvriers indiens travaillant avec les cigarettiers», indique-t-il. Il appelle le gouvernement indien à envoyer une délégation d'agriculteurs à la Convention-cadre, sinon cela mettrait en danger plusieurs millions de travailleurs sans pour autant améliorer la santé publique.

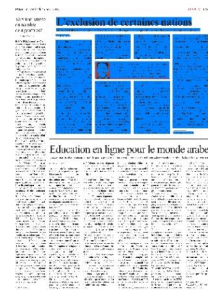
Au contraire des agriculteurs indiens, les médias sont autorisés à assister à la conférence, mais n'ont pas le droit d'observer les discussions. Par exemple, lors de la COP 6 de 2014 à Moscou, «les médias furent systématiquement expulsés des réunions sans explication», selon Drew Johnson, un journaliste du *Daily Caller* qui couvre régulièrement la conférence bisannuelle. Johnson indique qu'il a été «menacé d'être arrêté, puis physiquement expulsé des supposées réunions publiques».

Si bannir tout individu ayant des liens avec les cigarettiers ainsi que les médias est devenu monnaie courante à la Convention-cadre, interdire aux élus officiels de représenter leur pays lors de ces conférences est une nouvelle étape pour une agence des Nations

Date: 26.08.2016

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE



L'Agefi  
1002 Lausanne  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 5'500  
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 729.006  
N° d'abonnement: 729006  
Page: 2  
Surface: 35'019 mm<sup>2</sup>

Unies.

Laurent Huber, directeur exécutif d'Action on Smoking and Health (ONG basée aux États-Unis), anticipe dans le *Huffington Post* que le résultat de ces négociations vont «densifier le contrôle sur les produits issus de l'industrie du tabac et subséquemment augmenter les taxes sur ces produits».

\* *Students For Liberty*